



דור השלום
La génération de la paix



Rapport du voyage en Israël

(rapport préliminaire)

02 au 06 février 2005

Avec le soutien de :



Ministère
de la Communauté
française

Introduction

L'objectif de notre voyage fut de rencontrer un large éventail d'acteurs des sociétés civiles israélienne et palestinienne, et ce, dans le but de s'informer, de tisser des liens et de témoigner à notre retour.

S'informer

Notre objectif premier fut de comprendre comment les gens, sur le terrain, perçoivent la situation : comment analysent-ils les événements actuels ? Quels sont leurs espoirs, leurs craintes, leurs prévisions ? Mais aussi quelles sont les actions menées, au sein de la société civile, pour lutter contre la logique d'affrontement, maintenir le dialogue et favoriser une reprise des négociations en vue d'un accord de paix ?

Afin de diversifier les points de vue, nous avons rencontré des personnes issues des différents secteurs des sociétés civiles israélienne et palestinienne : des militants d'organisations pacifistes, comme Shalom Akhshav et Ta'ayush, mais aussi des journalistes, des députés, des juristes spécialisés dans la défense des droits humains, des membres d'ONG, des représentants syndicaux. Nous avons profité de ces rencontres pour informer les acteurs du terrain du large appui apporté par les responsables politiques et la société civile belges aux actions menées sur le terrain en faveur du dialogue et de la paix.

Durant le voyage, nous avons également visité la ville de Jérusalem de manière à mieux comprendre concrètement quel pourrait être son avenir dans le cadre d'une solution négociée du conflit.

Tisser des liens

Ce voyage a été également l'occasion de développer nos liens avec des Israéliens et des Palestiniens qui, dans différents secteurs de la société, cherchent à promouvoir le dialogue et la paix. Il nous a permis de retrouver certaines des personnes rencontrées lors de notre premier séjour et de nouer de nouveaux contacts. Nous avons ainsi pu envisager des formes de collaboration à plus long terme, qui pourraient se traduire, notamment, par l'invitation, en Belgique, d'une délégation de représentants des sociétés civiles palestinienne et israélienne.

Témoigner à notre retour

Maintenant que nous sommes revenus, nous allons tout mettre en œuvre pour diffuser largement les informations que nous avons récoltées. Ce rapport de mission fait partie intégrante de cette volonté de rendre compte de ce que nous avons vécu sur place. Celui-ci sera également disponible sur notre site Internet. De plus nous sommes en train de réaliser un DVD de notre voyage qui sera projetée et commentée dans les mouvements de jeunesse et les écoles en Belgique. Enfin nous avons publié une « opinion » dans le quotidien La Libre du vendredi 3 juin 2005. Celle-ci est retranscrite à la fin du présent rapport.

Table des matières - Programme du voyage

Jeudi 03 février 2005

- Ouverture du séminaire avec:
 - Méir Branzbourg
 - Shéva Friedman
 - Dov Puder
 - Haïm Khayet
- Le député Yossi Sarid
- Royi Peled : « Les médias en Israël »
- Shlomoh Sabirsky : « ADVA: L'organisation, ses buts et ses activités »
- Marky Levy : « L'antisémitisme et le rôle des jeunes dans son encadrement »

Vendredi 04 février 2005

- Visite de la ville de Yaffo
- Ran Mélamed de l'organisation Yédid : « La pauvreté en Israël, sa signification au sein d'une société qui s'en détache »
- Yuval : « Militantisme à l'université de Tel-Aviv »
- Lior : « Expérience de vie en Commune de Bogrim de l'Hashomer Hatzair »

Samedi 05 février 2005

- Visite de la barrière de séparation à Jérusalem
- Hadjid : « Two People, Two Voices »
- Rencontre avec des jeunes de l'organisation « Pyalara »
- Rencontre avec des jeunes du Fatah

Dimanche 06 février 2005

- Sari Shilon de la « Histadrout »
- Arik Diamant de « Courage to refuse »
- Gady Algazi : « Tyouch : Le rôle de l'organisation au sein d'une société démocratique »
- Jaffer Perakh, directeur de « Mossawa center »
- Eyal Gross : « Dilemmes particuliers sur la défense du citoyen en Israël »
- Dror Atkes de Shalom Akhshav : « Les implantations et leurs significations pour le reste de la société »

Rencontre avec Yossi Sarid

Présentation du personnage

Yossi Sarid est l'ancien leader du Meretz, il a démissionné après la débâcle de son parti aux dernières élections législatives. Il connaît une longue carrière parlementaire puisqu'il en est à sa huitième législature. On l'a souvent retrouvé dans les commissions des affaires étrangères et de la défense et de l'éducation. Il a aussi été ministre sous le gouvernement de Barak (à l'éducation) et celui de Rabin (à l'environnement). Il est aujourd'hui membre du Yachad qui a succédé au Meretz.

Sarid présente son combat pour la paix à travers l'intérêt essentiel d'Israël et des Israéliens. Il voudrait que l'on croit qu'il n'est pas motivé par des considérations « humanistes » ou « altruistes ». C'est là un discours développé par la gauche israélienne pour des électeurs leur reprochant de se soucier plus des Palestiniens que des Israéliens. L'homme a souvent pris des positions allant à l'encontre de l'opinion publique israélienne mais se révélant juste par la suite, ce pourquoi on peut dire qu'il a fait preuve de courage. De manière générale, on peut dire qu'il n'est pas trop apprécié de l'israélien moyen.

Le contexte politique

Yachad a permis au premier ministre Ariel Sharon de faire passer sa loi concernant le retrait de Gaza. Quelques jours après notre rencontre avec Sarid, doit avoir lieu le vote du budget à la Knesset (le parlement) qui doit permettre le financement du retrait des colons de Gaza. Cependant ce budget est aussi marqué par des diminutions très fortes de l'aide sociale (politique ultra-libérale du ministre de l'économie, Benjamin Netanyahu) quand Israël se trouve dans une crise économique grave où la pauvreté est croissante. Rappelons que sans les voix de Yachad, le budget ne sera pas voté et qu'en Israël cela entraîne de nouvelles élections législatives.

Le dilemme

Que doit faire Yachad ? Privilégier l'enjeu social (et ne pas voter le budget) ou la perspective de paix (et voter le budget permettant de sortir de Gaza) ?

Sarid propose de suivre l'avis de ses électeurs qui selon un sondage, soutiennent ce budget. Or, ce ne sont pas ces électeurs qui souffriront le plus de ce budget. En effet, les électeurs du Meretz-Yachad, sont plutôt caractérisés comme étant l'intelligencia bourgeoise laïque et ashkénaze de Tel-Aviv. Le Meretz a toujours eu du mal, pour un parti de gauche, à séduire l'électorat ouvrier et les classes moins favorisées qui votent d'ailleurs pour le Likoud de Sharon et Netanyahu. Une incohérence que Yossi Sarid a du mal à s'expliquer lui-même. Peut-être est-ce dû au fait que les dirigeants du Yachad sont aussi issus de cette intelligencia ashkénaze. Sarid explique que les efforts fournis en matière sociale par son parti en matière sociale, ne sont jamais récompensés aux élections. Même lorsqu'ils sont reconnus comme l'a été son action au gouvernement de Barak comme ministre de l'éducation. Selon Yossi Sarid, les Israéliens, dans leur grande majorité, ne sont pas demandeurs d'une plus grande solidarité.

Pourquoi ne pas conditionner les voix du Yachad au budget à un geste significatif envers le social ?

Réponse de Yossi Sarid : Les voix du Likoud n'étant pas déjà certaines, cela risque de les conditionner encore plus. En effet, on sait que certains parlementaires du Likoud ne voteront pas en faveur de ce budget.

La décision du Yachad

Il semble bien que le Yachad votera en faveur de ce budget et ce n'est pas une surprise car il s'inscrit dans la philosophie du parti qui a été fondé essentiellement sur la volonté d'arriver à la paix au Proche Orient, une priorité qui l'emporte sur l'enjeu social. A tort ou à raison, il est effectivement difficile de définir une priorité dans deux domaines qui demandent une solution urgente.

Rencontre avec Marky Levy sur le thème « L'antisémitisme et le rôle des jeunes »

Bien que l'extrême droite en Belgique et en France soit de plus en plus présente, les Juifs français et belges ne sont pas en danger au quotidien. Actuellement, il y a une tendance à noircir la réalité pour servir le sionisme « musclé » d'aujourd'hui, une volonté de présenter une situation exagérée.

On peut citer par exemple la vision du président de l'organisation sioniste de Belgique, prétendant qu'il n'y a plus d'avenir pour les Juifs en Belgique. Cela traduit la vision d'un leadership institutionnelle d'une catastrophe qui s'annonce. C'est l'optique game over...

Marky Lévy considère, au contraire, que la démocratie européenne peut apporter beaucoup aux Juifs. Elle leur donne les droits du citoyen, une deuxième allégeance sans être accusé d'avoir la double allégeance et surtout la possibilité de défendre les intérêts juifs sans être poursuivis bien qu'ils soient différents des intérêts du pays européen.

Il faut faire attention de bien cerner le problème antisémite et de toujours remettre un problème dans son contexte. Le rôle des jeunes n'est pas de transformer la lutte contre l'antisémitisme en guerre totale mais de le combattre de façon intelligente et ciblée. Il est important de bien décrypter une réalité sinon le risque d'aboutir à l'antisémitisme pourrait devenir réel et les Juifs pourraient effectivement n'avoir plus d'avenir en Europe. Ce sont surtout les conséquences de ces propos qui sont dangereuses car dommageables provoquant ainsi le dégoût des jeunes face à ces propos ne reflétant pas la réalité.

Il faudrait aussi que plus de voix s'élèvent en Israël même comme l'initiative d'Elie Barnavi dans sa lettre ouverte aux Français. D'autant plus que cela n'incite absolument pas les Français ou les Belges à faire davantage leur alya...

Au point de vue politique, Israël a toujours été eut plus de points communs avec les Etats-Unis qu'avec l'Europe : les deux sont des pays d'immigration, les deux ont une vision messianique des événements, les deux ont une vision manichéenne dans toute situation. Au contraire, l'Europe a une vision plus nuancée des choses, il y a beaucoup de musulmans et c'est là que s'est perpétré la Shoah.

L'antisémitisme en Europe est surtout dû à l'Islam. Il y a donc quand même un problème mais il faut bien le cibler. Les actes antisémites proviennent principalement de là. En Europe, les musulmans sont souvent arabes, sauf en Angleterre (où beaucoup sont très extrémistes mais pas antisémites car ils ne sont pas arabes) et en Allemagne (où les musulmans sont pour la plupart turcs). Il faut faire attention au fondamentalisme important qui se développe autour des musulmans qui sont les seuls à ne pas être intégrés dans le monde dans tous les différents domaines, contrairement aux Juifs. Le fondamentalisme est un danger pour les Juifs mais également pour tous les pays démocratiques en général. Il faut faire attention à ne pas avoir une lecture communautariste du problème et à ne pas organiser des manifestations contre l'antisémitisme lorsque le problème est plus large, sinon il ne faut pas s'étonner que la population française ne vienne pas et ne se sente pas concernée par l'avenir de la France...

Donc la violence est dangereuse mais pas pour aux Juifs, pour la Belgique et la France toute entière. Si il n'y a pas de futur pour les Juifs en France et en Belgique, il n'y pas d'avenir pour la France et la Belgique !

Too much Marx, not enough Freud !

Expérience de vie en Commune de Bogrim de l'Hashomer Hatzair

Interview de Lior, boger de l'Hashomer Hatzair, Tel Aviv, Février 2004

Q: Pourrais-tu m'expliquer la spécificité de votre projet de vie communautaire, ici à Yaffo? Et comment se projet s'inscrit plus globalement dans le mouvement Hashomer Hatzair?

Pour moi, faire partie d'Hashomer Hatzair est un choix de vie. J'aborde le concept de la Commune comme une idée à la fois nouvelle, et cependant très ancienne. Notre référence est celle de l'expérience du kibbutz Artzi, et la problématique de la grande crise idéologique et socio-économique de ces vingt dernières années. Il y a cinq années de celà, nous avons tenté de créer un jeune kibbutz Artzi, qui serait nouveau, différent. L'essence de notre démarche est la même: vivre dans une communauté égalitaire où on partage, tout en ayant une place forte et dominante dans la société israélienne. Les moyens sont cependant différents aujourd'hui. Nous vivons ensemble à Yaffo, où nous formons une communauté de huit personnes. Certains de nous travaillent au sein de l'Hashomer hatzair, d'autres étudient la musique, ... Nous nous considérons comme une famille, nous voulons créer notre vie ensemble. Les personnes qui font partie de ma kvutsa, je vivrai avec eux, peut être toute ma vie, du moins nous nous engageons pour de longues années de vie commune. Je crois dans la vie en couple, mais le problème, je pense... les personnes vivant à Tel Aviv, ont une tendance à aborder la vie de couple...il y a de l'engagement, en se projetant dans un être-ensemble, mais d'autre part, l'environnement social est très étroit. La façon dont est abordé le rapport avec l'environnement est très pauvre. La vie sociale, les préoccupations, sont quasi entièrement recentrées sur le couple. L'idée de la kvutsah est d'élargir ce champ.

Q: Les idées que tu évoques renvoient aux critiques idéologiques des années 60-70, qui ont engendré de telles expériences de vie communautaires. Cependant peu d'entre elles ont subsisté...comment te positionnes-tu face à cette problématique?

Il est vrai que nous sommes tous assez jeunes. Et que la plupart de ces expérimentations n'ont pas duré. Par exemple aux Etats Unis, c'était comme une vague, plutôt qu'un processus se développant dans la durabilité. Il n'y avait pas de racines qui auraient permis ce déploiement dans la durée. Nous voyons notre expérience de vie en Commune comme un continuation des expériences communautaires telles qu'elles se sont concrétisées en Israel. Nous sommes ancrés dans cette tradition, ce qui nous donne un noyau à partir duquel nous construisons. Nous nous voyons comme un chaînon, notre métaphore est celle d'être partie d'une longue chaîne, comme des anneaux qui seraient reliés les uns aux autres.

C'est la revisitation de quelque chose, ancré dans notre passé, qui est celui des kibbutznik pionniers, l'histoire des haloutsim, de la première et de la seconde alyah. Nos racines renvoient plus profondément à la culture juive, à la hassidut, à la yam halakhah, ce qui signifie l'océan de la halakhah: les dix commandements, l'ensemble de son déploiement intellectuel et moral, et ce jusqu'à aujourd'hui. Comment les idées en ont engendré d'autres, et comment les idées du présent nous renvoient à celles du passé. Notre relation culturelle au passé, à notre mémoire. Nous voyons celà comme un arbre, avec des racines qui poussent à la fois dans la profondeur et dans la largeur. L'idée est de créer pour nous mêmes, à Yaffo et à Pelekh (qui n'est pas sensé être uniquement un chouette village!), des bonnes façons de vivre, qui se nourrissent de ces héritages multiples. Nous sommes sécularisés. Tout en nous sentant faire partie de l'identité et de la culture juive. Et nous créons à l'intérieur de celle-ci. L'idée du Judaïsme n'est pas de pratiquer des choses telles qu'elles ont été écrites il y a des siècles, et de s'arrêter là. Le

Judaïsme à toujours été une revisitation continuelle de sa propre culture.

Je dirai que ce qui nous distingue des hippies, c'est que nos racines se déploient à la fois dans la profondeur et dans la largeur. Nous tentons de créer une meilleure façon de vivre notre vie, une façon plus morale d'envisager la vie en société, en essayant de tendre vers l'exemplarité. Nous voulons que notre démarche parle aux gens, soit porteuse pour la société au sens large, nous ne souhaitons pas uniquement rester centrés sur nous mêmes. C'est ce qui change toute l'approche de notre expérience communautaire par rapport à celle des hippies. C'est aussi pourquoi je travaille en tant qu'éducateur, et pourquoi je suis engagé dans des activités politiques. Nous voulons créer des services économiques, qui sont reliés étroitement à nos buts, au sein de la société israélienne. Dans les mouvements de jeunesse, nous travaillons par le biais de l'éducation informelle, que nous utilisons également dans les écoles. Ceci élargit notre influence, et nous permet également de gagner de l'argent.

Habonim Dror a fondé quatre groupes comme les nôtres. Hashomer Hatzair a créé deux groupes: une commune à Yaffo, et une autre à Pelekh. L'idée est de créer un modèle, qui a intégré la critique des expériences des kibbutzim qui nous ont précédés. Nous considérons qu'il y a eu une trop grande emphase sur les relations économiques, et ce au détriment de l'aspect social du vivre ensemble. Trop de théorie marxiste, et pas assez d'approche freudienne, en somme! Les kibbutzim sont devenues de très grandes communautés, comportant des centaines de personnes, qui parfois ne se connaissent même pas entre elles! L'attention focale était portée sur les relations économiques entre les gens.

L'Hashomer Hatzair est un mouvement éducationnel et politique de gauche, qui historiquement à été lié au Mapam, puis au Meretz, et maintenant à Yakhad. Mais les relations avec le parti sont devenues très différentes, que celles qu'elles ont pu être à l'origine. Aujourd'hui, l'Hashomer Hatzair prends ses décisions et mène ses actions de façon autonome (?). Son agenda politique est celui du processus de paix. Nous appuyons les Accords de Genève. Nos activités politiques consistent à organiser des manifestations, mais nous nous investissons surtout dans des activités pédagogiques, dans du travail social auprès des personnes, de façon à faire surgir nos idées dans la réalité concrète. Hashomer Hatzair est le seul mouvement de jeunesse en Israël qui a des contacts réguliers avec les mouvements de jeunesse palestiniens, avec les citoyens arabes. Même durant l'Intifadah, ces contacts ont été maintenus.

Gesher Lekesher: être une passerelle afin de construire des liens. Des groupes se rencontrent à travers l'ensemble du pays. C'est un processus de rencontre, de discussion, d'apprentissage en commun. Chaque année nous organisons un peace camp, qui cette année aura lieu en Autriche.

Q: Est-ce que des initiatives ont émergé afin de créer des Communes avec des palestiniens?

C'est une question difficile. Je crois qu'il est primordial de créer de bonnes relations entre nous, basées sur la justice et l'égalité, mais également de maintenir nos différences. Je ne veux pas abandonner ma culture juive, je ne souhaite pas perdre mon identité. Je veux qu'ils soient mes égaux, mais je ne veux pas perdre mon identité. Je veux qu'Israël soit un état juif. Je suis contre les idées véhiculées par le post-sionisme. Pour moi, certains courants au sein de la pensée de gauche sont problématiques: celle d'abandonner son identité propre, de façon apologétique. Je pense qu'il est dangereux pour la pensée de gauche de se radicaliser, dans le sens où elle devient alors sans relevance au regard de la réalité de la société israélienne.

Q: Comment envisagez vous vos relations avec les communautés juives vivant en diasporah?

Je me sens responsable, et lié à la diaspora. Israël mérite d'être, devrait être, un centre spirituel pour les juifs vivant en diasporah. Puis il y a la question sioniste, dois-je être en Israël, ou puis-je agir en diasporah? Eduquer, être à gauche...Car le sionisme n'a pas à être quelque chose de droite. Il y a un rôle pour le sionisme en diaspora, c'est important. Toutefois, le plus grand combat pour Israël...c'est en Israël qu'il se passe. Mais très certainement, le sionisme a un rôle à jouer qui n'appartient pas exclusivement aux Israéliens.

Two People, Two Voices

Rencontre avec Hadjid, Membre du Conseil Exécutif, Jerusalem, Février 2004

Créé en juin 2003, l'initiative "Two People, Two Voices" est le plus grand mouvement **grassroot** non violent en Palestine. Son but est de contribuer à l'élaboration d'une vision politique pour une résolution finale du conflit, pour nous ainsi que pour les Israéliens, notamment à travers la destination map, cad. le document Nusseibeh/Ayalon.

Celui-ci comporte:

- L'Établissement d'un Etat palestinien indépendant, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem Est comme capitale, en accord avec les résolutions des Nations Unies, et dans le cadre des efforts de paix exercés par la Communauté Internationale.
- La libre pratique de la prière à Jérusalem, ouverte aux juifs, chrétiens et musulmans. Les sites sacrés seront administrés de telle sorte: administration palestinienne pour les sites musulmans, les sites sacrés juifs par les juifs, et de même en ce qui concerne les chrétiens, ce qui nous renvoie au status quo de l'empire ottoman.
- Le retour des réfugiés palestiniens doit se réaliser à l'intérieur de l'Etat palestinien, et non en Israël.
- L'état palestinien doit être démilitarisé et sa sécurité doit être gérée (provided) par la Communauté Internationale.

Notre travail consiste à conceptualiser une vision pour un état, nous voulons la démocratie, la transparence, une économie libre, la justice sociale, l'investissement dans les ressources humaines, ainsi que dans la recherche scientifique. Nous ne nous battons pas pour un bout de terre, mais notre préoccupation concerne la liberté et la dignité humaine. La gauche israélienne est faible et ne peut pas amener la paix. Celui qui peut réaliser ce travail est l'israël mainstream, présentement identifiée à Ariel Sharon.

Nous pouvons résumer les clivages dans la société israélienne de façon suivante:

- 20% de l'opinion publique israélienne est idéologiquement de Droite, et il est impossible de lui parler en tant que palestinien.
- La Gauche israélienne, représente 25%, et est à ce stade marginalisée.
- Les 55% restants sont les israéliens mainstream, et nous avons tendance à négliger cette partie de l'opinion publique, (oublions cette frange) c'est à ceux-ci que nous nous adressons.

Du côté palestinien, c'est le Fatah qui est majoritaire. A Gaza, 7 municipalités sur 10 ont cependant été gagnées par le Hamas. Le Fatah est décrédibilisé au sein de l'opinion publique palestinienne de par ses problèmes de corruption, ainsi que d'avoir accepté d'organiser des élections pour un gouvernement sous occupation. Le Fatah a à payer ce prix là...C'est également un groupe qui manque de vision politique et de pragmatisme.

Le public israélien est très affecté par la façon dont les palestiniens conduisent leur résistance, tandis que les leaders Israéliens affectent notre vie directement.

La campagne de signature a été un événement sans précédent, de par son succès fulgurant. Cette initiative a gagné une très large adhésion, et ce dans une période très courte. Celle-ci a reçu le soutien du Parlement européen, de Koffi Annan, de **Wolfowitz** ainsi que de **Collin Powell**.

Quand les palestiniens manifestaient afin de soutenir les attentats suicides, nous avons publiés dans les journaux que nous étions contre. Nous avons subi des harcèlements à cause de cette prise de position, mais d'autre part, de nombreux leaders palestiniens

ont tenu à mettre leur nom dans notre déclaration à la presse. Actuellement un groupe d'influence très grand s'élève contre la violence.

Il est regrettable que nous ne soyons pas très actifs dans les médias, mais nous manquons de fonds pour de telles initiatives. Nous prospectons auprès des personnes pauvres dans les camps de réfugiés, ce sont eux qui constituent notre base la plus forte.

Personnellement j'ai passé très peu de temps en prison. Certains parmi nous ont exercé de la violence dans le passé, mais ceci leur octroie justement de la crédibilité.

Du côté israélien, 250 000 signatures ont été collectées, afin de mettre leur gouvernement sous pression et de créer un débat politique. Ami Ayalon est un politicien mainstream, même s'il est de gauche.

De notre côté, Abu Mazen est très proche de notre position. Nous souhaitons néanmoins qu'il prenne une position plus claire sur la question des réfugiés.

La résistance non-violente, c'est pour nous que nous la faisons, pas pour les israéliens. Notre motivation est purement palestinienne: afin de gagner à nouveau de la dignité dans les camps de réfugiés. Mais nous allons de la sorte à la rencontre des intérêts israéliens.

Je tiens à insister sur le fait qu'un tiers des personnes qui nous supportent sont à Gaza.

Notre initiative se veut plus large: nous n'allons pas vers les partis, nous allons vers les gens. Nous voulons divorcer, chaque partie a à faire face à ces propres problèmes, selon ces propres façons.

Nous ne sommes pas considérés comme étant de gauche. Nous sommes ici pour régler nos affaires, afin que le travail soit accompli, nous n'avons pas à être amis.

Sur le long terme, nous voulons contribuer à la formation d'une nouvelle mainstream, nous voulons changer l'opinion publique, ainsi que notre attitude, en tant que palestiniens.

Nous étions présent quand l'initiative de Genève a été lancée, et nous étions les premiers à la saluer. Celle-ci a été très largement rendue publique dans la presse palestinienne. A ce moment, il y avait également une rencontre au Caire, avec le Hamas, le Fatah, Jemaa Islamia, Fidha (?), qui ont condamné l'initiative de Genève. (à vérifier).

Nous differons de l'initiative de Genève, dans le sens où celle-ci émanait de ministres, légitimée uniquement par Yassir Arafat. Les ministres pouvaient délégitimer notre campagne, car nous sommes bottom-up. Nous sommes ancrés dans la réalité de la rue, et c'est de la rue que nous retirons notre légitimité. Nous n'avons pas de problème de corruption. L'initiative de Genève est problématique à cet égard : l'illégitimité de certains leaders.

Nous ne pensons pas que Yossi Beilin pourra accomplir le travail, pas sur du tout, même.

A propos du retrait de Gaza: la Communauté Internationale accomplit un travail afin d'intégrer celui-ci dans la Road Map. La première Conférence Internationale fera un appel afin que soient établies des frontières temporaires pour un Etat palestinien. Alors, ou bien Abu Mazen acceptera, et il devra alors faire face à des rues en colère, ou il refusera, et alors il finira comme Arafat.

Pour moi, ce que nous traversons... il ne s'agit pas d'une Intifada, mais d'une guerre à l'encontre de notre peuple. D'une part les 120 attentats suicides, d'autre part la population restante, qui n'avait rien à faire avec cela, mais qui en paye les conséquences.

Palestinian Youth Association for Leadership And Rights Association (PYALARA)

Pyalara est une organisation regroupant des jeunes palestiniens souhaitant s'investir dans la création de média pour les jeunes et permettre ainsi à ces derniers d'exprimer leurs aspirations et/ou leurs colères. En effet, dans une société vivant sous la contrainte permanente de l'occupation, il est essentiel d'éviter que la violence soit le seul moyen d'expression d'une jeunesse souvent marginalisée.

Le premier support de ce travail est un journal « The Youth Times » dont le contenu rédactionnel est préparé par les jeunes de l'équipe et qui traite essentiellement de thématiques qui concernent les jeunes -comme la violence à l'école ou les mariages arrangés- mais sont trop souvent passées sous silence par les acteurs de la société palestinienne. Par ailleurs, l'équipe gère aussi une émission de télévision qui dure depuis deux ans et connaît un véritable succès populaire.

Pyalara essaye de travailler avec tous les jeunes -quelques soit leur affiliation politique- mais elle doit faire très attention aux lignes rouges propres à chacun des milieux dans lequel elle travaille.

Ce travail commun est aussi l'occasion de faire émerger une nouvelle génération de responsables au sein de la jeunesse palestinienne qui gagnera sa légitimité à travers ce processus de construction d'une parole collective et diversifiée.

Cette action est d'autant plus essentielle que les Palestiniens connaissent depuis le début de la seconde Intifada une sorte de dépression sociale collective et les humiliations quotidiennes de l'occupation actuelle continue d'entretenir le repli sur soi et l'agressivité. Cette situation a particulièrement marqué les adolescents qui auront vécu leurs premières années d'autonomie dans ce contexte désespérant et dont de nombreux leaders ont été arrêtés ou blessés par la répression militaire. Il est donc essentiel d'apprendre aux jeunes à se mobiliser ensemble de manière positive pour faire entendre leurs revendications et participer à la construction de la société dans laquelle ils vont vivre !

Rencontre avec des jeunes du Fatah

Nous avons rencontré un jeune représentant du Fatah à Jérusalem. Ce groupe politique se présente comme étant pour la paix. Il est également puissant à Gaza, même si le Hamas y est aussi fort. Pour eux la seule solution passe par la paix avec Israël, cependant ils ont l'impression que leurs interlocuteurs ne répondent pas à leurs demandes. Contrairement à la vieille garde du Fatah, les jeunes posent comme seule condition pour la paix la création d'un Etat Palestinien, les autres points cruciaux (réfugiés,...) peuvent être négociés. En réalité, ils se sentent « humiliés » par Camp David, ils ont le sentiment que Barak a proposé quelque chose d'injuste (surtout en ce qui concerne Jérusalem). Cette frustration a certainement contribué au début de la seconde Intifada. Aujourd'hui le rôle des jeunes du Fatah est de préparer les jeunes pour une paix avec Israël.

La jeune génération est-elle plus prête pour la paix ?

OUI. Les jeunes VEULENT le changement.

Qu'espère-t-il des élections prochaines ?

C'est difficile : le Hamas a beaucoup de pouvoir, il récupère tous les jeunes. Mais d'une certaine manière c'est bien pour la démocratie. On a besoin de changement, ce rajeunissement peut aider au contrôle de la rue. Pour le futur, le Fatah ne peut rien offrir aux jeunes. L'amélioration de la situation économique se fera de manière conjointe avec la paix. En ce qui concerne le mur, il n'est pas spécialement contre l'idée mais bien contre le tracé: il ne doit pas empiéter sur le territoire palestinien, cela a des conséquences dramatiques.

Est-ce que Genève est la solution ?

C'est une bonne opportunité, mais il faut que ce soit officiel pour être accepté. Pour lui, il existe un problème d'interlocuteur, à l'image de Barak lors de Camp David.

Par rapport aux jeunesse des mouvements politiques israéliens ?

Il faut les rencontrer, mais c'est difficile, par exemple certains d'entre eux sont aussi soldats, alors comment leur faire confiance ? A son avis, il existe aussi un grand problème de communication entre jeunes.

Que pense-t-il du retrait de Gaza ?

Il pense que Sharon va le faire, et c'est bien, mais il faut connaître les intentions sous-jacentes de Sharon.

Sharon est-il crédible comme partenaire à des négociations? Si non, alors qui ?

Sharon veut être réélu à si il doit être un partenaire crédible peut lui faire gagner les élections, alors il jouera le jeu. Il y a une convergence d'intérêts autour de la paix, et plus spécifiquement par rapport à sa réalisation. En ce sens que chacune des parties est susceptibles de voir ses intérêts se concrétiser si la paix se réalise.

Qu'est-ce qui serait acceptable par rapport aux réfugiés ? Sa position est-elle pareille que celle du Fatah ?

Ce n'est pas de la plus grande importance : il y a d'autres priorités. Si c'est le prix d'une paix équitable, les jeunes seront prêts à le payer. C'est moins important pour la nouvelle génération que pour l'ancienne. Les conditions de vie en Palestine ainsi que la paix revêtent beaucoup plus d'importance.

Rencontre avec Arik Diamant de Courage to Refuse

Courage to Refuse est un mouvement de réservistes israéliens qui luttent pour l'objection de conscience. Refuser est légitime dans une société démocratique, surtout quand il s'agit de sauver ce système. La plupart des membres ont fait leur serment d'allégeance et y croit mais avec le comportement de Tsahal, le but même de l'armée n'est plus respectée car la sécurité des citoyens n'est plus assurée. Leur but pour le moment est le maintien des forces dans les territoires par toutes sortes de dispositifs (checkpoints, couvre-feu, ...). Ces dispositifs ne sont pas là contre les terroristes mais contre les palestiniens en général. L'armée ne peut pas mentir aux soldats. Elle produit de la mort et de la colère. Tsahal est une armée terroriste qui utilise la violence contre une population pas liée directement avec le combat pour atteindre un but psychologique et non pour assurer la sécurité et ce but est contraire à l'engagement des soldats... L'occupation engendre l'opposé de la démocratie, donc un soldat qui occupe ne défend pas mais réprime. Aucune justification ne légitime les faits ! Le gouvernement se permet cela parce qu'il sait qu'il peut compter sur la bonne volonté et la confiance des soldats. Donc le seul moyen pour stopper tout ça doit venir des soldats.

Il y a environ 650 soldats qui font partie de Courage to Refuse mais presque 1500 qui déclarent qu'ils n'iront pas dans les territoires occupés pour des raisons politiques. Ce n'est pas encore beaucoup par rapport à tous les soldats mais c'est la première fois qu'il y en a autant.

Tout cela se fait dans un contexte où tout ce qui était positif en Israël s'effondre. La majorité de la population accepte le démantèlement des colonies mais dans la réalité, rien de change. La volonté se transforme en désespoir. Barak qui affirmait qu'Arafat n'était pas un partenaire pour la paix n'a fait qu'augmenté l'opposition à la paix et quand on ne voit plus l'autre, il est très facile de la haïr...

En tant qu'être humain, c'est un devoir de se faire entendre lorsqu'on éprouve un désaccord et de ne pas laisser l'armée parler en son propre nom. Courage to Refuse veut proposer une alternative au désespoir pour qu'un changement s'amorce. Ainsi, une aide matérielle, politique (libération des soldats emprisonnés) mais surtout morale est utile. Il faut convaincre la population mondiale et israélienne que cette lutte est universelle et que militer à son utilité.

Le mouvement commence aussi à ne plus rester indifférent de la politique. La population le perçoit comme des extrémistes de gauche et cette polarisation est malheureusement inévitable. Si il tente de ne pas s'insérer dans la politique, il reste finalement de perdre du soutien. Beaucoup de personnes ne sont pas signataires car ils ne savent pas exactement où se situe ce mouvement. Pourtant, aucun parti politique israélien ne soutient clairement ces mouvements (seul un homme courageux du parti Yahad et le parti communiste). Le discours de gauche n'existe plus depuis longtemps en Israël, la seule question étant le sort des arabes, sans évoquer des raisons morales. La seule raison d'arrêter l'occupation ce sont les intérêts socio-économiques des israéliens. Les israéliens ont un esprit fort militaire et très ethnocentrique. C'est seulement depuis 4 ans qu'un vrai discours alternatif est né demandant la redéfinition de l'Etat d'Israël par rapport aux arabes, aux couches sociales faibles de la société,... mais peu de partis politiques s'en font le porte-parole car ils sont encore entachés par une discours anciens et ne sont pas encore prêt à reconnaître leurs tords et à répondre à de nouvelles questions...

Au niveau des intellectuels, une polarisation est beaucoup plus évidente au niveau de la gauche. C'est là que le débat est le plus virulent. Il y a d'un côté ceux qui soutiennent ces mouvements et de l'autre ceux qui s'y opposent avec beaucoup de virulence. Une redéfinition de la gauche s'impose mais pour cela le public israélien doit répondre aux

plus grandes questions auxquelles ils sont confrontés depuis la création de l'état.

L'armée est encore une vache sacrée en Israël donc les jeunes qui refusent de faire l'armée reçoivent beaucoup de critiques et il faut aussi savoir gérer cela. C'est évidemment plus facile lorsqu'on refuse uniquement les rappels après avoir déjà fait l'armée.

Concernant les soldats d'extrême droite qui refusent de démanteler les colonies, le but est clairement différent du mouvement Courage to refuse qui s'inscrit dans une ouverture et dans le changement positif de l'armée israélienne. Mais, d'après notre interlocuteur, tout le monde a le droit de refuser lorsqu'il trouve ses ordres injustes. Le droit de désobéir doit être un droit humain donc quand on n'est pas d'accord, il doit toujours être permis de l'exprimer. Aujourd'hui, seul un soldat d'extrême droite a été emprisonné. Au point de vue du droit international, il existe une obligation de refuser un ordre illégal donc on a le droit de refuser quand on veut mais il faut courir le risque d'être sanctionné si on refuse et cela vaut autant pour les soldats d'extrême gauche que d'extrême droite... En dehors de tout contexte, un état démocratique doit considérer un refusnik de gauche de la même façon qu'un refusnik de droite. Dans ce contexte, un projet politique différent les anime mais il n'existe pas plus un droit de refuser de servir dans un territoire illégalement occupé que dans des colonies...

A l'heure actuelle, peu de soldats vont en prison car en s'attaquant à ces mouvements la société israélienne risquerait de s'écrouler et cela favoriserait finalement que ces mouvements dont aujourd'hui on ne parle pas considérablement. En effet, l'armée a toujours disposé d'une grande base de soutien donc si au départ on sévissait les soldats qui désobéissaient et on les traitait comme des traîtres, aujourd'hui plus de personnes acceptent ces mouvements bien qu'ils n'y adhèrent pas. La prison ne permettait finalement qu'aux soldats de se rencontrer et de faire du bruit autour d'eux... Pour l'instant, on ne sait pas comment la situation de ces soldats va évoluer, c'est aussi pourquoi les partis politiques ne répercutent pas ces revendications. Les médias entourent fort peu le mouvement bien que les gens en connaissent l'existence et que finalement le nombre des adhérents augmente.

Par rapport au désengagement de la bande de Gaza, notre interlocuteur a choisi de ne pas se réengager car il veut attendre le jour où un réel changement se produira et où tout sera renégocié. Il est trop facile de dire que les colons sont le problème. Il faut s'attaquer en réalité contre le gouvernement qui a mis ça en place et qui continue... Il craint en outre que cela ne soit que la reproduction de la situation à Hébron où avec le prétexte de la paix, l'armée israélienne a commis une réelle boucherie. Il ne désire pas se retrouver à tirer sur des palestiniens pour rien bien qu'il soit un patriote de l'état d'Israël...

Garder le cap Genève

Carte blanche parue dans La Libre du vendredi 3 juin 2005 suite à notre voyage en Israël du 2 au 6 février 2005

Qui aurait imaginé qu'un jour le camp de la paix ferait cause commune avec Ariel Sharon pour obtenir l'évacuation de la Bande de Gaza? Mais pour quelle solution?

Asbl Dor Hashalom

La vie politique israélienne a toujours été compliquée et pleine de rebondissements. Cela étant, peu d'observateurs auraient imaginé qu'un jour le camp de la paix ferait cause commune avec Ariel Sharon - l'homme qui incarna la colonisation des territoires - pour obtenir l'évacuation de la Bande de Gaza. En réalité, la constitution de cette alliance improbable ne s'explique pas par la conversion tardive du Likoud à la cause de la paix mais par le choix d'une «myopie consentie» de chaque partenaire: ils ont accepté de faire un premier pas ensemble sans savoir où ils iraient ensuite.

Pour comprendre cette stratégie étonnante, il faut présenter les trois types de «solutions» à long terme qui sont envisagées au sein de la société israélienne.

- L'annexion pure et simple des territoires occupés et le refus de la citoyenneté à la population palestinienne qui y vit pour éviter que ceux-ci ne puissent peser dans la gestion de l'Etat. La mise en oeuvre de ce projet reviendrait à établir un système identique à celui de l'apartheid sud-africain, il n'est soutenu que par l'extrême droite et la frange dure du Likoud.

- L'imposition par la force d'un redécoupage territorial qui verrait l'annexion par Israël d'une partie large mais relativement peu peuplée de la Cisjordanie. L'objectif inavoué serait de conserver un maximum de terre avec un minimum de non- Juifs dessus et de trouver ainsi l'équilibre «optimal» entre une logique expansionniste et le souci de préserver une forte majorité juive au sein de l'Etat d'Israël. Le tracé actuel du Mur de séparation semble s'inscrire dans cette logique annexionniste.

- La négociation d'un accord basé pour l'essentiel sur le droit international, comprenant les démarches suivantes: l'évacuation des colonies; l'établissement de deux Etats - l'un à majorité juive et l'autre à majorité arabe sur base des frontières de 1967 avec d'éventuels échanges de territoires; le partage de Jérusalem; et (au minimum) un dédommagement financier pour les réfugiés palestiniens. L'initiative de Genève constitue aujourd'hui l'incarnation politique la plus aboutie de cette voie.

L'actuel plan de désengagement de Gaza est en contradiction évidente avec la première piste - il a donc provoqué la colère de la frange extrémiste des colons - mais peut tout aussi bien aboutir à un redécoupage territorial imposé qu'à la négociation d'un accord équilibré. Ce plan recueille donc un large soutien - y compris du camp de la paix - chacun espérant imposer sa solution sur le long terme.

Si le camp de la paix veut emporter ce combat à venir, il doit faire preuve de lucidité et de détermination. Dans la mesure où le gouvernement actuel mène une politique de colonisation active en Cisjordanie et poursuit la construction d'un mur qui va largement au-delà de la ligne verte, tout porte à croire qu'il s'inscrit dans la perspective d'un redécoupage territorial. Il est difficile de savoir si c'est par faiblesse ou par conviction

que le parti travailliste participe à cette dynamique mais cette participation ne doit pas affecter la stratégie du camp de la paix: il faut consacrer autant d'énergie à dénoncer cette stratégie de long terme qu'à soutenir le plan d'évacuation actuel. De manière plus générale, pour que la voix de la paix soit écoutée en Israël, il faut que ceux qui s'expriment en son nom cessent de nourrir des espoirs creux et se préparent à un affrontement avec une large partie de l'establishment israélien. Lors d'un récent voyage en Israël, nous avons eu l'occasion de discuter de ces questions avec l'ensemble des composantes du camp de la paix israélien mais aussi avec des acteurs associatifs et politiques de la société palestinienne. A la fois mobilisés et sceptiques, ils portent un regard lucide sur les années difficiles qu'ils viennent de traverser et s'interrogent sur la suite des événements. De ces différentes rencontres émergent quelques constats, que nous voudrions partager ici.

Découragé par l'échec de Camp David II et le lancement de la seconde Intifada, le camp de la paix s'est laissé entraîner dans une logique de consensus national idéologiquement bancal. Il y a perdu une partie de son identité et de sa crédibilité. Affaibli, il est resté pendant longtemps inaudible. Nos interlocuteurs en ont conclu qu'il est essentiel de toujours maintenir une ligne claire et de ne pas sacrifier ses principes sur l'autel du soi-disant «intérêt national».

De plus, après 40 ans de contrôle militaire de la Cisjordanie et de Gaza, il faut admettre le fait que l'armée israélienne adopte des comportements similaires à ceux de n'importe quelle armée d'occupation. Certaines recrues traitent avec mépris les civils palestiniens, la hiérarchie militaire couvre certaines bavures et il arrive fréquemment que les services de presse de l'armée manipulent l'information donnée aux journalistes. Ces dérives, révélées et dénoncées par les appelés eux-mêmes, témoignent s'il en était encore besoin que l'armée ne peut plus être considérée comme un acteur neutre dans la dynamique politique interne et que sa place dans la société israélienne doit pouvoir être remise en cause.

Par ailleurs, les couches populaires israéliennes, frappées de plein fouet par la crise économique, sont beaucoup plus préoccupées par l'impact de la politique ultra-libérale du gouvernement actuel que par l'évolution du processus de paix. Si le camp de la paix veut rallier celles-ci à une solution négociée et créer par là un meilleur rapport de force interne, on ne peut faire abstraction de la question sociale et du débat sur la place de chaque groupe (Arabes, Juifs orientaux, Juifs religieux, nouveaux migrants,...) dans la société israélienne. Enfin, du côté palestinien, la gestion de l'après-Arafat a libéré les tensions qui traversaient l'establishment laïc de la société. La génération «de Tunis» qui occupait les places les plus en vue au sein de l'autorité palestinienne est accusée de corruption et fortement contestée par les jeunes du Fatah et la société civile. Ces clivages ne recoupent pas forcément la grille de lecture opposant «extrémistes» et «modérés». Les cadres plus anciens peuvent être critiques sur l'usage de la violence tout en étant intransigeants sur le fond - comme sur le problème des réfugiés - tandis que certains jeunes estiment que la fin justifie les moyens mais qu'il faudra être pragmatique une fois le rapport de force rééquilibré. La place des uns et des autres, comme celle du Hamas, affaibli militairement mais disposant d'une véritable assise populaire, sera vraisemblablement l'enjeu d'un conflit larvé dont les contrecoups affecteront le processus à venir.

Dans ce contexte confus, les choix stratégiques sont difficiles. Nous sommes convaincus qu'il faut éviter de se laisser porter par l'air du temps. Nous nous devons de défendre toujours une ligne cohérente et ce indépendamment des aléas de la vie politique en Israël comme en Palestine. C'est pourquoi il faut continuer de soutenir tous ceux qui, de Haïfa à Eilat en passant par Tel-Aviv, Jérusalem et Beer-Sheva, pensent que l'avenir d'Israël comme Etat sûr, démocratique et prospère passe par un accord définitif avec l'Autorité palestinienne basé sur les paramètres de Genève.